**Le vendeur et/ou la banque (ci-après le « Demandeur ») souhaitant obtenir une assurance de Credendo[[1]](#footnote-1) est/sont invité(s) à remplir le présent formulaire, ainsi que la déclaration jointe en annexe.**

**Formulaire de demande d’assurance**

**Veuillez compléter les parties suivantes :**

* Si le vendeur souhaite une assurance : parties 1, 2 et 4 ;
* Si la banque souhaite une assurance : parties 1, 3 et 4 ;
* Si le vendeur et la banque souhaitent une assurance : le formulaire de demande doit être complété intégralement.
1. Informations générales concernant la transaction
	1. Données relatives aux parties au contrat commercial
* **Vendeur**

|  |  |
| --- | --- |
| * + Nom du vendeur et forme juridique :
 |       |
| S’il s’agit d’une entité étrangère qui fait partie d’un groupe qui est client de Credendo, nom du groupe :       |
| * + Si le vendeur n’est pas encore un client de Credendo :
 |  |
| * + - Adresse (y compris pays s’il s’agit d’une entité étrangère) :
 |       |
| * + - Numéro d’entreprise :
 |       |
| * + - Secteur :
 |       |
| * + - Site web :
 |       |
| * + - Personne de contact :
 |       |
| * + - Téléphone :
 |       |
| * + - E-mail :
 |       |
|  |  |

* **Acheteur** (veuillez transmettre les données financières disponibles)

|  |  |
| --- | --- |
| * + Nom de l’acheteur et forme juridique :
 |       |
| * + Adresse (pays compris) :
 |       |
| * + Numéro d’entreprise :
 |       |
| * + Secteur :
 |       |
| * + Site web :
 |       |
|  |  |

* **Garant(s) à première demande** (veuillez transmettre les données financières disponibles)

|  |  |
| --- | --- |
| * + Nom du garant et forme juridique :
 |       |
| * + Adresse (pays compris) :
 |       |
| * + Numéro d’entreprise :
 |       |
| * + Secteur :
 |       |
| * + Site web :
 |       |
| * + Lien avec l’acheteur :
 |       |
| * + Nature de la garantie :
 | [ ]  aval sur les effets de commerce[ ]  lettre de garantie[ ]  autre garantie à première demande :       |

* Avez-vous déjà de l’expérience avec l’acheteur et le(s) garant(s) ? [ ]  Oui [ ]  Non

Si oui, veuillez préciser (nombre de transactions, montant des transactions, expérience de paiement) :

* **Autres sûretés** (opposables aux tiers) :
	1. Données relatives au contrat commercial
		1. Objet du contrat commercial
* Description détaillée des biens d’équipement et/ou services à livrer (y compris mention du fait que la transaction s’inscrit dans un projet/installation existant ou neuf, le but du contrat et les principales caractéristiques du projet, mention du secteur et du pays de la transaction) :

* L’acheteur est-il le client final / utilisateur final ? [ ]  Oui [ ]  Non

Si ce n’est pas le cas, nom + pays de l’utilisateur final :

* + 1. Durée d’exécution
* Durée d’exécution totale :       mois
	+ Début des travaux :
	+ Livraison(s) (partielle(s)) :       mois après l’entrée en vigueur du contrat
	+ Installation/commissioning :       mois après la livraison
	+ Fin des travaux/réception provisoire :
		1. Montant du contrat
* Monnaie : [ ]  EUR [ ]  USD [ ]  GBP [ ]  JPY [ ]  CHF [ ]  Autre :
* Montant :
	+ Part rapatriable (à savoir montant à transférer) : (montant)
	+ Part locale : (montant + monnaie si différente)
		1. Intérêt belge
* Intérêt belge :
	+ Biens/prestations du vendeur :
	+ Sous-traitants belges potentiels (noms, produits et montant) :
* Part étrangère :
	+ Biens/prestations :
	+ Montant :
	+ Nom du fournisseur et pays d’origine :
* Part locale :
* D’autres assureurs-crédit ont-ils été approchés/impliqués dans le projet ? [ ]  Oui [ ]  Non
	+ 1. Formalités, actes ou conditions (tels que le paiement d’acomptes, l’ouverture ou la confirmation de lettres de crédit irrévocables, l’obtention d’un financement, la demande ou l’obtention de licences, de permis, de garanties ou d’autorisations et la fourniture de plans ou de spécifications)
	+ Conditionnant l’entrée en vigueur du contrat commercial  :
	+ Ne conditionnant pas l’entrée en vigueur du contrat commercial :
		1. Licence(s) d’exportation
* La transaction est-elle soumise à une licence d’exportation/transit ? [ ]  Oui [ ]  Non

Si, oui, précisez (obtenue le , arrive à échéance le) :

* + 1. Statut du contrat

[ ]  Offre introduite dans le cadre d’un appel d’offres

[ ]  En négociation

[ ]  Signé :

Date de la signature du contrat :

Date d’entrée en vigueur du contrat :

* + 1. Impact sur l’environnement et impact social du projet
* La transaction est-elle liée à un projet (localisation géographique spécifique, infrastructure spécifique, bâtiment existant) ? [ ]  Oui [ ]  Non

Si oui : la localisation exacte du projet :

* La localisation de la transaction est-t-elle sensible (nature/culture) et/ou la transaction aura-t-elle un impact significatif sur l’environnement ou la population locale (expropriation, conditions de travail, travail des enfants, travail forcé, santé et sécurité) ? [ ]  Oui [ ]  Non
* Une évaluation de l’impact environnemental (ESIA/EMP) a-t-elle été réalisée ou est-elle prévue ?

[ ]  Oui [ ]  Non [ ]  Prévue le :

* Un permis environnemental est-il nécessaire ? [ ]  Oui [ ]  Non

Des questions supplémentaires éventuelles pourront être posées en fonction de l'importance de l’impact sur l’environnement ou la population locale.

1. Partie vendeur
	1. Modalités de paiement du contrat commercial
* Acompte :      % du montant (pour un crédit de 2 ans et plus : minimum 15% du montant du contrat)

Cet acompte conditionne t’il l’entrée en vigueur du contrat ? [ ]  Oui [ ]  Non

* Solde :

Décrivez comment le solde est payé, précisez notamment les diverses tranches, la fréquence de la facturation, les échéances des factures et si les paiements ont lieu au fur et à mesure de l’avancement des travaux/livraison. Mentionnez également si le paiement est tributaire de l’utilisateur final.

S’il est fait appel à un :

crédit documentaire, précisez :

* + Banque émettrice de la L/C :
	+ Banque confirmatrice de la L/C :
	+ Montant de la L/C :
	+ Durée de validité de la L/C (de/à) :
	+ Conditionne t’il l’entrée en vigueur du contrat ?  [ ]  Oui [ ]  Non
	+ Quand peut-on procéder à des tirages sur la L/C ?
	+ Quels documents sont nécessaires pour l’utilisation de la L/C ?

crédit fournisseur, précisez :

* + Montant du crédit : (montant total)      , se décomposant comme suit :
		- % du montant du contrat
		- Prime Credendo : [ ]  Oui [ ]  Non
	+ Point de départ du crédit : [ ]  Date de livraison [ ]  Installation/réception
	+ Remboursement : en       [ ]  semestrialités [ ]  trimestrialités [ ]  mensualités[[2]](#footnote-2) égales en principal, mais augmentées du montant dégressif des intérêts de crédit
	+ Intérêts de crédit : taux de base (CIRR, LIBOR/EURIBOR,      mois) + marge :      % (par an)
	+ Effets de commerce : [ ]  lettres de change [ ]  billets à ordre

 En cas de financement par une banque, voir partie 3.

* 1. Garanties bancaires à constituer par le vendeur

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Montant (+ monnaie) | Durée | Dégressivité |
| [ ]  Garantie de restitution d’acompte |       |       mois |       |
| [ ]  Garantie de bonne exécution |       |       mois |       |
| [ ]  Autre(s) garantie(s) :Dénomination :        |       |       mois |       |

* 1. Données relatives à l’assurance
		1. Couverture souhaitée :
* [ ]  *Standard* : risque de résiliation + risque de non-paiement
* [ ]  Risque de non-paiement seul
	+ Motif d’exclusion de la couverture en résiliation :
* [ ]  Appel à garantie bancaire
* [ ]  Atteinte au matériel d’entreprise
	+ Valeur en début de chantier (montant, monnaie, date de début) :
	+ Valeur en fin de chantier (montant, monnaie, date de fin) :
* [ ]  Couverture en devises en cas de non-paiement (uniquement en cas de contrat en devises fortes) :

[ ]  Oui [ ]  Non

* [ ]  Retournement du terme en cas de résiliation (uniquement en cas de contrat en devises fortes):

[ ]  Oui [ ]  Non

* + 1. Causes de survenance des risques couverts souhaitées:
* [ ]  Carence du débiteur
* [ ]  Fait politique
	+ 1. Quotité garantie souhaitée :
* [ ]  *Débiteur privé, standard* : Carence du débiteur 95% et fait politique 95%
* [ ]  *Débiteur public, standard* : Carence du débiteur 98% et fait politique 98%
* [ ]  Autre :
	+ [ ]  Carence du débiteur :      %
	+ [ ]  Fait politique :      %
1. Partie banque
	1. Données relatives aux parties au crédit
* **Prêteur (banque)**

|  |  |
| --- | --- |
| * + Nom de la banque et forme juridique :
 |       |
| * + Si la banque n’est pas encore client de Credendo :
 |  |
| * + - Adresse (pays compris) :
 |       |
| * + - Numéro d’entreprise :
 |       |
| * + - Secteur :
 |       |
| * + - Site web :
 |       |
| * + - Personne de contact :
 |       |
| * + - Téléphone :
 |       |
| * + - E-mail :
 |       |

* **Emprunteur** (veuillez transmettre les données financières disponibles)

|  |  |
| --- | --- |
| * + Nom de l’emprunteur et forme juridique :
 |       |
| Si l’Emprunteur diffère de l’acheteur ou du (des) garant(s) partie(s) au contrat commercial : |  |
| * + - Adresse (pays compris) :
 |  |
| * + - Numéro d’entreprise :
 |  |
| * + - Secteur :
 |  |
| * + - Site web:
 |  |
|  |  |

* **Garant(s) à première demande** (veuillez transmettre les données financières disponibles)

|  |  |
| --- | --- |
| * + Nom du garant et forme juridique :
 |       |
| Si différent de l’acheteur ou du (des) garant(s) partie(s) au contrat commercial : |  |
| * + - Adresse (pays compris) :
 |       |
| * + - Numéro d’entreprise :
 |       |
| * + - Secteur :
 |       |
| * + - Site web :
 |       |
| * + - Lien avec l’emprunteur :
 |       |
| * + - Nature de la garantie :
 | [ ]  aval sur les effets de commerce[ ]  lettre de garantie[ ]  autre garantie à première demande :       |

* Avez-vous déjà de l’expérience avec l’emprunteur et le(s) garant(s) ? [ ]  Oui [ ]  Non

Si oui, veuillez préciser (nombre de transactions, montant des transactions, expérience de paiement) :

* **Autres sûretés** (opposables aux tiers) :
	1. Données relatives au crédit
		1. Nature du financement

|  |
| --- |
| * [ ]  Crédit acheteur
 |
| * [ ]  Crédit de banque à banque
 |
| * [ ]  Escompte avec recours
 |
| * [ ]  Escompte sans recours
 |

* + 1. Montant du crédit
* Monnaie : [ ]  EUR [ ]  USD [ ]  GBP [ ]  JPY [ ]  CHF [ ]  Autre :
* Montant :
	+ % de       (le montant de la part rapatriable)
	+ Dépenses locale à concurrence de      % de       (le montant de la part rapatriable)
	+ [ ]  prime de Credendo relative à la part financée
	+ [ ]  Intérêts intercalaires, montant (estimation) :
		1. Conditions et modalités du crédit
* Période de disponibilité :       mois
* Point de départ du crédit : la première des dates suivantes (i) la date de la réception provisoire et (ii)       mois après l’entrée en vigueur du crédit ; ou autre :
* Remboursement : en       [ ]  semestrialités [ ]  trimestrialités égales en principal, mais augmentées du montant d’intérêts dégressif
* Intérêt : taux de base       (CIRR, LIBOR/EURIBOR,       mois) + marge :      % (par an)
* Effets de commerce : [ ]  lettres de change [ ]  billets à ordre
	+ 1. Financement parallèle

Informations relatives à tout financement non soumis à l’assurance de Credendo octroyé en parallèle au débiteur afin de lui permettre de s’acquitter des créances non assurées issues du contrat commercial :

* 1. Données relatives à l’assurance
		1. Couverture souhaitée :
* [ ]  Risque de non-paiement
* [ ]  Couverture en devises en cas de non-paiement (uniquement en cas de crédit en devises fortes) :

[ ]  Oui [ ]  Non

* + 1. Causes de survenance des risques couverts souhaitées :
* [ ]  Carence du débiteur
* [ ]  Fait politique
	+ 1. Quotité garantie souhaitée :

* [ ]  *Débiteur privé, standard* : Carence du débiteur 95% et fait politique 95%
* [ ]  *Débiteur public, standard* : Carence du débiteur 98%et fait politique 98%
* [ ]  Autre :
	+ [ ]  Carence du débiteur :      %
	+ [ ]  Fait politique :      %
1. Protection des données

Le Demandeur est responsable du traitement des données à caractère personnel qu’il met en œuvre en vue d’exécuter ses obligations dans le cadre de la conclusion et de l’exécution d’une éventuelle police d’assurance. Ce traitement porte principalement sur des informations relatives à ses représentants pour autant qu’il s’agisse de personnes physiques.

Credendo pourra, le cas échéant, transmettre tout ou partie de ces données à caractère personnel notamment à tout réassureur, assureur ou courtier, pour les besoins de l’exécution d’une éventuelle police d’assurance.

Le Demandeur garantit la conformité de ce traitement aux dispositions légales et réglementaires relatives à la protection des données qui leur sont applicables. En particulier, le Demandeur ne collecte et ne transmet à Credendo des données relatives à des personnes physiques/tiers (acheteurs/débiteurs, personnes physiques de contact de l’acheteur/débiteur, administrateurs et/ou actionnaires de l’acheteur/débiteur ou de tiers, …) que dans le respect des dispositions légales et réglementaires précitées, notamment en informant ces personnes de la transmission potentielle de leurs données dans le cadre de la conclusion et de l’exécution d’une éventuelle police d’assurance, en ce compris les informations visées à la section « Déclaration du(es) Demandeur(s) » en Annexe, notamment en matière de lutte contre la corruption.

Les représentants/personnes physiques ont accès à la charte vie privée de Credendo afin notamment d’exercer les droits spécifiques qui leur sont reconnus (droit d’accès, de correction etc.) : charte accessible en ligne sur le lien <https://www.credendo.com/fr/mentions-legales>

Le Demandeur reconnaît que Credendo se réserve le droit de procéder à la consultation de toute source licite d’informations financières ou judiciaires concernant les représentants/personnes physiques du Demandeur, lorsque cette consultation s’avère nécessaire pour l’exécution de ses obligations de prudence et de contrôle de solvabilité liées à la conclusion d’une éventuelle police d’assurance.

Fait à xxx, le dd/mm/yyyy.

**Pour le vendeur - Demandeur :**

Nom : Nom :

Fonction : Fonction :

**Pour la banque - Demandeur :**

Nom : Nom :

Fonction : Fonction :

Annexe : Déclaration du (des) Demandeur(s)

Chaque Demandeur déclare, pour ce qui le concerne et à sa connaissance, qu’à ce jour, les informations ci-avant fournies dans le cadre de cette demande d’assurance sont exactes et offrent une image complète des détails de l’opération soumise à assurance (« Opération »), en ce compris notamment des éléments suivants :

* tout fait ou circonstance qui pourrait avoir une incidence sur l'Opération; ou
* tout financement parallèle au profit du débiteur qui n'a pas été présenté à l'assurance ou toute mesure y associée.

Chaque Demandeur communiquera à Credendo, dans les meilleurs délais, toute modification et/ou information complémentaire à celles susmentionnées et relative à l’Opération.

Il déclare en outre que, à l’exception de ce qui a été déclaré par le Demandeur et confirmé par Credendo dans une déclaration spéciale, pour ce qui le concerne et à sa connaissance :

* ni lui, ni aucune personne physique ou morale (telle que des agents) agissant pour son compte dans le cadre de l'Opération n'a été/n’est impliqué dans des faits de corruption d'agents publics étrangers ou nationaux, ou dans des faits de corruption dans le secteur privé ;
* les commissions et honoraires versés, ou qu’il a été convenu de verser, à toute personne physique ou morale (telle que des agents) agissant pour son compte dans le cadre de l'Opération ont été, sont ou seront versés uniquement à des fins légitimes ;
* il a pris connaissance des conséquences légales de la corruption dans les transactions commerciales internationales telles que prévues par les lois et règlements (« Législation en matière de Corruption ») suivants  :
	+ - la loi du 9 juin 1999 portant assentiment à la Convention sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, signée le 17 décembre 1997 à Paris ;
		- la loi du 10 février 1999 relative à la répression de la corruption ; et
		- le droit pénal international et belge relatif (i) à la corruption d'agents publics étrangers et nationaux, en particulier le chapitre IV du Code pénal belge « de la corruption de personnes qui exercent une fonction publique » (articles 246 à 253 du Code pénal belge) et (ii) à la corruption dans le secteur privé, en particulier les articles 504bis et 504ter de ce même Code pénal ;
* lui, et toute personne physique ou morale agissant pour son compte dans le cadre de l'Opération, se conforment à la Législation en matière de Corruption, ainsi qu'aux lois nationales s’appliquant à l'Opération qui interdisent la corruption tant dans le secteur public que privé dans le(s) pays où ces derniers exercent une activité, et continueront à s’y conformer pendant toute la durée de la police d'assurance ;
* ni lui, ni aucune personne physique ou morale agissant pour son compte dans le cadre de l'Opération ne figure sur les listes d'exclusion accessibles au public de l'une des institutions financières multilatérales, telles que le Groupe de la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement ou la Banque interaméricaine de développement ;
* ni lui, ni aucune personne physique ou morale agissant pour son compte dans le cadre de l'Opération :
	+ n’est actuellement poursuivi en justice, ou ne fait l'objet d'une enquête officielle du Ministère public pour violation des lois concernant la lutte contre la corruption de quelque pays que ce soit ; et/ou
	+ n’a été condamné au cours des cinq années précédant la présente demande pour violation des lois concernant la lutte contre la corruption de quelque pays que ce soit, ou n’a fait l'objet de mesures équivalentes ou n’a été reconnu coupable d’actes de corruption.

Le Demandeur s'engage à informer Credendo sans délai dans l'éventualité où une telle situation se produirait.

Il divulguera, à la demande de Credendo qui le jugerait nécessaire dans ce cas particulier : (i) l'identité de toute personne physique ou morale (telle que des agents) agissant pour son compte dans le cadre de l'Opération, (ii) le montant et l'objet des commissions et honoraires versés ou à verser à ces personnes et (iii) le(s) pays ou territoire(s) où les commissions et honoraires ont été ou doivent être versés.

Credendo encourage également le Demandeur à élaborer, appliquer et formaliser des systèmes de contrôle de gestion appropriés permettant de prévenir et de détecter la corruption et encourage en particulier son adhésion aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales[[3]](#footnote-3) et à l’Initiative Global Compact[[4]](#footnote-4).

Fait à xxx, le dd/mm/yyyy.

**Pour le vendeur - Demandeur :**

Nom : Nom :

Fonction : Fonction :

**Pour la banque - Demandeur :**

Nom : Nom :

Fonction : Fonction :

1. Credendo signifie le Ducroire, établissement public régi par la loi du 31 août 1939, agissant sous la dénomination commerciale de Credendo – Export Credit Agency. [↑](#footnote-ref-1)
2. La durée maximum totale du crédit est fixée sur la base du montant du contrat :

	* crédit 3 ans à partir de 100.000,- USD
	* crédit 4 ans à partir de 200.000,- USD
	* crédit 5 ans à partir de 400.000,- USD [↑](#footnote-ref-2)
3. <http://www.oecd.org/fr/industrie/inv/mne/> [↑](#footnote-ref-3)
4. https://www.unglobalcompact.org/ [↑](#footnote-ref-4)